

**BULLETIN D'INFORMATION DES ACTUALITES INTERNATIONALES  
DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT  
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

**Bulletin d'information : Bon à savoir (n°39)**

**Le Conseil de sécurité charge  
le Comité contre le terrorisme de faciliter la coopération internationale**

24 mai 2017 – Le Conseil de sécurité a décidé, mercredi, de charger le Comité contre le terrorisme de faciliter la coopération internationale en vue de l'application du Cadre international global de lutte contre la propagande terroriste.

Par la résolution 2354 (2017), adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité se félicite de son document intitulé « Cadre international global de lutte contre la propagande terroriste », assorti de principes directeurs et de bonnes pratiques à suivre pour combattre efficacement les moyens dont Daech, Al Qaïda et les individus, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés se servent de leurs discours pour encourager et pousser d'autres personnes à commettre des actes de terrorisme ou pour les recruter à cette fin.

Demandé il y a un an par le Conseil de sécurité, ce document a été élaboré par le Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, en collaboration avec la Direction exécutive du Comité et d'autres organismes des Nations Unies et organisations régionales compétents, en particulier le Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, ainsi que les États Membres intéressés.

Le Cadre comporte trois points clefs : des mesures juridiques et des mesures de répression, conformément aux obligations découlant du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme, et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale; des partenariats public-privé; et l'élaboration de contre-discours.

Dans le préambule de cette résolution, présentée par l'Égypte, le Conseil insiste sur le fait que « le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale ». Il y note avec inquiétude que « les terroristes construisent un discours fallacieux fondé sur une interprétation erronée et une présentation déformée de la religion pour justifier la violence, qu'ils utilisent pour recruter des partisans et des combattants terroristes étrangers, mobiliser des ressources et obtenir l'appui de sympathisants, en particulier en exploitant les technologies de l'information et des communications, notamment Internet et les réseaux sociaux ».

Le Conseil souligne que les États membres et toutes les entités compétentes de l'ONU devraient suivre une douzaine de directives dans l'application du Cadre international global de lutte contre la propagande terroriste.

Par exemple, « l'action menée par l'ONU dans le champ de la lutte contre la propagande terroriste devrait être fondée sur la Charte des Nations Unies, y compris les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique de tous les États ».

En outre, le Conseil demande au Comité contre le terrorisme de contribuer à l'action menée par l'ONU, ses départements et ses organismes pour élaborer des modèles en vue d'une lutte efficace contre la propagande terroriste, « en ligne et hors ligne ».

Il lui demande d'établir des contacts avec les entités qui ont des compétences et de l'expérience dans le domaine de la mise en place d'une contre-propagande, y compris les chefs religieux, les organisations de la société civile, les entités du secteur privé et d'autres, et de tenir à jour « une liste d'initiatives nationales, régionales et internationales sur les discours anti-propagande ».

Le Conseil charge également le Comité contre le terrorisme, avec l'appui de sa Direction exécutive d'organiser au moins une séance publique chaque année pour examiner les faits survenus dans le monde sur le plan de la lutte contre la propagande terroriste.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=39544&Cr=terrorisme&Cr1=#.WSa3rrjSMxg>

### Mise à jour des listes du GAFI en février 2017

À l'occasion de la dernière plénière du GAFI, qui s'est tenue à Paris le 22 et 24 février, ces listes ont fait l'objet d'une nouvelle mise à jour.

- La liste des pays qui ont des déficiences stratégiques et qui ne coopèrent pas avec le GAFI ou font des progrès insuffisants (Déclaration publique) comprend :

Iran et Corée du Nord (appel à contre-mesures)

- La liste des pays engagés dans un plan d'action avec le GAFI pour combler les lacunes de leur dispositif (Améliorer la conformité aux normes de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme dans le monde : un processus permanent) comprend :

Afghanistan, Bosnie, Éthiopie, Iraq, Laos, Ouganda, Syrie, Vanuatu, Yémen.

Outcomes of the FATF Plenary meeting #terroristfinancing #beneficialownership statement on #Brazil and more <https://t.co/Rka2Irm6HC> [pic.twitter.com/JAuOF3MfCh](https://pic.twitter.com/JAuOF3MfCh)

— FATF (@FATFNews) 24 février 2017.

### Un projet de réforme du GAFI est à l'étude

L'objectif est de conférer plus de pouvoir au Groupe d'action financière pour mieux lutter contre le blanchiment d'argent.

Le Groupe d'action financière (GAFI), bientôt doté d'un véritable statut juridique ? Selon nos informations, le principe d'une réforme du GAFI et plus largement d'un renforcement de ses moyens sera discuté en juin, lors de la réunion plénière des trente-sept pays et organisations membres de cette entité chargée de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au niveau international, prévue du 18 au 23 juin, à Valence, en Espagne.

Un projet de réforme est en effet à l'étude, pour doter le GAFI d'une personnalité juridique stable, vingt-huit ans après sa création. Celui-ci n'est, pour l'heure, qu'un organisme intergouvernemental fondé sur la coopération. Il est très concrètement chargé d'élaborer des recommandations, qui ont valeur de normes internationales.

Or, selon certains pays, au premier rang desquels la France ou l'Allemagne, la nécessité d'accélérer le mouvement dans la lutte contre les circuits financiers illicites et le financement du terrorisme plaide pour une réforme statutaire, conférant au GAFI plus de pouvoir. Et ce, d'autant plus que ce dernier est devenu le partenaire incontournable des dirigeants du G20 (groupe des vingt pays les plus riches) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), depuis le 11 septembre 2001 et la montée en puissance de l'organisation Etat islamique.

Ainsi, une réflexion, encore très ouverte, est en cours au sein du secrétariat du GAFI, pour réfléchir aux différentes options juridiques possibles, c'est-à-dire à leurs avantages et à leurs implications. Celles-ci devraient être présentées aux pays membres, en juin.

« Coopération multilatérale »

Une option pourrait être de transformer le GAFI en organisation internationale, comme le sont, par exemple, aujourd'hui, l'Unesco ou la Banque mondiale. Mais il s'agirait alors d'une transformation certes solide et incontestable, mais lourde sur les plans technique et politique, qui nécessiterait l'adoption...

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/04/08/un-projet-de-reforme-du-groupe-d-action-financiere-est-a-l-etude\\_5108111\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/04/08/un-projet-de-reforme-du-groupe-d-action-financiere-est-a-l-etude_5108111_3234.html)

## Publications du GAFI (1<sup>er</sup> trimestre 2017)

### **Consolidated assessment ratings (30 Mars 2017)**

An up-to-date overview of the ratings on both effectiveness and technical compliance for all countries assessed against the 2012 FATF Recommendations and using the 2013 Assessment Methodology.

### **Remarks at the Interpol Unity for Security Forum (29 Mars 2017)**

Executive Secretary David Lewis highlighted that in order to face the challenge of small terrorist cells and lone actors, the need for closer collaboration and coordination has never been more important. Mr. Lewis made his remarks at the Interpol Unity for Security Forum in Abu Dhabi.

### **Dialogue with the Private Sector (24 Mars 2017)**

FATF, civil society and private sector representatives met for a constructive discussion on a range of key issues which included information sharing, correspondent banking, remittances and de-risking. The annual meeting of the private sector consultative forum on 20-22 March 2017 was hosted by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) in Vienna.

### **Dialogue on FinTech and RegTech: Opportunities and challenges (24 Mars 2017)**

Participants at this meeting shared their views and experiences on the opportunities that FinTech and RegTech provide and the challenges faced by regulators and private sector. The meeting was part of the annual private sector consultative forum.

### **Consolidated Processes and Procedures for Mutual Evaluations and Follow-Up (Universal Procedures) 10 Mars 2017**

The set of core elements that apply to all anti-money laundering and counter-terrorist financing assessments, in accordance with the FATF 2013 Methodology.

### **Annual Report 2015-2016 (08 Mars 2017)**

The annual report of the FATF Korean Presidency, 1 July 2015 to 30 June 2016. Under the Presidency of Mr. Je-yoon Shin, the FATF achieved a number of important outcomes, in particular to address the threat of terrorist financing.

### **Outcomes of the Plenary meeting of the FATF, Paris, 22-24 February 2017**

Under the Spanish Presidency of Mr. Vega-Serrano, delegates discussed the global response to terrorist financing, improving transparency and beneficial ownership, and the mutual evaluation report of Sweden.

### **Public Statement - 24 February 2017 (24 Févr 2017)**

In its public statement identifying jurisdictions with strategic deficiencies in anti-money laundering / countering the financing of terrorism measures, the FATF continues to call on countries to apply counter-measures to the Democratic People's Republic of Korea.

### **Improving Global AML/CFT Compliance: On-going Process - 24 February 2017**

24 Févr 2017

The FATF updated its statements identifying jurisdictions which have strategic AML/CFT deficiencies for which they have developed an action plan with the FATF.

**Chairman's Summary of Outcomes from the Industry Roundtable on FinTech and RegTech (18 Févr 2017)**

This roundtable was a first step in an initiative to develop a partnership with the FinTech and RegTech community to support innovation in financial services, while maintaining transparency and mitigating the associated risks.

## 2017 International Narcotics Control Strategy Report (USA)

March 2017

The 2017 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) is an annual report by the Department of State to Congress prepared in accordance with the Foreign Assistance Act. It describes the efforts of key countries to attack all aspects of the international drug trade in Calendar Year 2016. Volume I covers drug and chemical control activities. Volume II covers money laundering and financial crimes.

Le blanchiment d'argent à travers le système financier formel de l'Algérie est minime en raison Réglementations en matière de contrôle des changes et un secteur bancaire dominé par banques. En outre, la prévalence continue des systèmes archaïques en papier et des fonctionnaires bancaires non formés pour fonctionner dans le système financier international sophistiqué actuel a dissuadé les blanchisseurs d'argent qui sont plus susceptibles d'utiliser des transactions sophistiquées. Une grande économie informelle, fondée sur les liquidités, estimée à 30-50% du PIB, est vulnérable aux abus des criminels. Les activités criminelles notables incluent la traite, en particulier des drogues, des cigarettes, des armes et les véhicules volés; vol; extorsion et le détournement. La corruption publique et le terrorisme demeurent de sérieuses préoccupations.

L'Algérie progresse de façon significative pour aligner son régime de LBC sur les normes internationales.

La convertibilité restreinte du dinar algérien permet à la banque centrale de surveiller toutes les opérations financières internationales effectuées par les institutions bancaires. La plupart du blanchiment d'argent se produit principalement en dehors du système financier formel, par l'évasion fiscale, l'abus de transactions immobilières, et la fraude de la facture commerciale. Les autorités algériennes sont de plus en plus concernées par les cas de fraude douanière et de trade Based Money Laundering (TBM)L. Les risques liés à la criminalité financière augmentent en raison de l'utilisation généralisée des liquidités dans l'économie algérienne.

Les lois suivantes s'appliquent au blanchiment d'argent en Algérie: Décret exécutif no. 06-05 fixant la forme, la conception, le contenu et l'accusé de réception de la déclaration de soupçon; Règlement no. 12-03 sur la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme; Décret exécutif no. 13-157 modifiant et complétant le décret exécutif 02-127 sur la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Unité de traitement des renseignements financiers (CTRF), la CRF algérienne; Loi no. 15-06 modifiant et complétant la loi n ° 05-01 sur la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme; Décret exécutif no. 15-153 fixant le seuil des paiements devant être effectués par les circuits bancaires et financiers; Loi no. 16-02 établissant les règles pour l'application du code pénal, Loi n. 66-156, en ce qui concerne la LBC / CFT.

Les dispositions en matière de LBA en Algérie imposent aux institutions financières traitant les virements électroniques des exigences en matière de collecte de données et de diligence raisonnable, avec des exigences plus strictes pour la coopération avec les autorités répressives, sur demande, pour les transferts supérieurs à 1 000 dollars. En outre, tous les



paiements pour certains achats excédant les montants suivants doivent être effectués via le système bancaire: DZD 5 millions (environ 45 500 dollars) pour l'immobilier; Ou 1 million DZD (environ 9 100 dollars) pour les biens et services. Le non-respect de ces dispositions pourrait entraîner des sanctions contre l'individu et / ou l'institution financière.

L'Algérie est membre du MENAFATF, un organisme régional de style GAFI.

Les défis de la mise en œuvre de la loi LBC demeurent. L'auto-analyse du CTRF identifie la nécessité d'éduquer les banquiers afin d'accroître l'exactitude des rapports. Bien que le CTRF ait fourni des renseignements sur le nombre de cas traités, des renseignements supplémentaires seraient nécessaires pour évaluer davantage la mise en œuvre. En outre, le CTRF devrait travailler à accroître ses capacités d'analyse stratégique.

Le CTRF est actif dans le traitement et l'analyse des DS, augmentant son activité sur la base de dépôts supplémentaires des banques. Il rassemble et diffuse des informations liées aux LBC aux banques et s'engage dans un certain niveau d'auto-analyse quantitative et qualitative. Un rapport de la CTRF à l'été 2016 explique qu'après avoir reçu les DS, la CTRF analyse les données soumises et partage avec d'autres entités gouvernementales. Le rapport indique que la CTRF a 125 affaires aux autorités judiciaires mais n'a pas suivi les résultats. Cette augmentation de l'activité de la CTRF indique que l'Algérie s'efforce d'améliorer son régime de LBC. L'Algérie devrait continuer de travailler à l'application intégrale de ses lois et règlements.

<https://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/2017/index.htm>

### **Outcomes of MENAFATF 23rd Plenary meeting To Combat Money Laundering and Terrorist Financing, Doha – State of Qatar April 26-28, 2016**

MENAFATF 23rd Plenary Meeting to Combat Money Laundering and Terrorist Financing was concluded on Thursday, April 28, 2016. The Plenary Meeting was held in Doha, State of Qatar, for three consecutive days starting April 26, 2016 and was chaired by the State of Qatar represented by H.E Sheikh Fahad bin Faisal Al Thani, Deputy Governor of the Central Bank of Qatar, Chairman of the National Anti-Money Laundering and Terrorism Financing Committee and President of MENAFATF

The Plenary Meeting was attended by a large number of AML/CFT experts from seventeen Arab States (Hashemite Kingdom of Jordan, United Arab Emirates, Kingdom of Bahrain, Republic of Tunisia, People's Democratic Republic of Algeria, Kingdom of Saudi Arabia, Republic of Sudan, Republic of Iraq, Sultanate of Oman, State of Palestine, State of Qatar, State of Kuwait, Republic of Lebanon, State of Libya, Arab Republic of Egypt, Kingdom of Morocco and Islamic Republic of Mauritania). The Plenary Meeting was also attended by representatives of several countries and bodies that have observer status (Republic of France, United Kingdom, United States, International Monetary Fund, World Bank, Cooperation Council for the Arab States of the Gulf, Financial Action Task Force (FATF), United Nations (UN), Egmont Group, Arab Monetary Fund and Eurasian Group).

During the three days preceding the Plenary Meeting, from Saturday until Monday, MENAFATF held the MEWG and TATWG meetings, the FIUs Forum and the NRA Committee meeting as well as other meetings.

H.E Qatari Minister of Finance, Mr. Ali Shareef Al Emadi, opened the Plenary Meeting with a speech in which he welcomed the attendees and participants, highlighted Qatar's commitment to support MENAFATF and international efforts made to combat money laundering and terrorist financing and called for promoting the principles of integrity and transparency. He added that Qatar is in the process of establishing a specialized training

center to combat money laundering and terrorist financing. This center will play a major role in raising awareness and improving the level of operation of all stakeholders locally, regionally and internationally.

H.E. FATF President, Mr. Je-Yoon Shin, referred in his speech to the basic components of FATF strategy to combat terrorist financing, calling for their constant reinforcement and stressing on the need to implement FATF standards. He also affirmed that the mutual evaluation is an opportunity to benefit from the experiences of the countries under evaluation. In his speech, H.E. Dr. Abdul Rahman AlHamidy, Director General and Chairman of the Arab Monetary Fund, praised the leading and distinguished role of MENAFATF as well as its concrete efforts and achievements in combating and raising awareness about money laundering and terrorist financing. He also praised the progress made by the Arab countries to comply with the relevant international recommendations and resolutions. He stressed on the Arab Monetary Fund's aspiration to cooperate with MENAFATF, the Arab countries or any of the observers in order to raise awareness about these issues by organizing training sessions and workshops that contribute in qualifying and building Arab cadres and expertise in this field.

H.E. Sheikh Fahad bin Faisal Al Thani, President of MENAFATF, welcomed the attendees and participants, highlighted the importance of MENAFATF role in combating money laundering and terrorist financing and stressed on the current and future challenges faced by the countries of the region, especially the growing phenomenon of terrorism and terrorist financing. He called for solidarity and unification of efforts in order to meet those challenges and protect the region from the dangers that threaten the security and stability of the societies and the financial and economic systems.

Over a period of three days, the plenary meeting discussed important topics related to MENAFATF work and various activities and took a number of decisions in this regard.

#### **Follow-up Reports subsequent to the Mutual Evaluation on assessing Member States' compliance with AML/CFT International Standards within the First Round**

Within the framework of the follow-up processes subsequent to the mutual evaluations, the plenary meeting reviewed the overall progress made by some Member States in terms of their compliance with AML/CFT international standards. The plenary meeting praised the achievements made by those countries to improve their AML/CFT systems in light of the action plan established in the mutual evaluation report. The plenary meeting discussed five follow-up reports for the following countries: Syrian Arab Republic, Republic of Iraq, Sultanate of Oman, Republic of Lebanon and Islamic Republic of Mauritania.

**The plenary meeting discussed the exit follow-up reports of the Republic of Sudan and the People's Democratic Republic of Algeria and praised their achievements in addressing the deficiencies contained in their reports. The plenary meeting also praised their level of compliance, and agreed for them to move from the follow-up process to the biennial update.**

Furthermore, the Plenary Meeting reviewed three update reports pertaining to the Kingdom of Saudi Arabia, the Republic of Yemen and the State of Qatar, which included the latest developments and procedures taken by those countries towards improving their AML/CFT systems.

#### **Follow-up of the Voluntary Tax Compliance Programs conducted by MENAFATF Member States**

**In terms of following-up the voluntary tax compliance program among MENAFATF Member States, the plenary meeting heard an update report from the People's Democratic Republic of Algeria on its program in this regard and decided that Algeria should submit follow-up reports in this respect throughout the duration of the program.**

<http://www.menafatf.org/ArticleDetail.asp?rid=1267>

## **CO-CHAIRS' STATEMENT**

### **Intercessional meeting of the Egmont group of financial intelligence units**

The Egmont Group of Financial Intelligence Units (FIUs) met in Doha, Qatar to discuss the challenges faced by FIUs in combating money laundering, associated predicate offences and terrorist financing; especially in the areas of international cooperation, information sharing and the improved development of financial intelligence.

The FIUs of Cape Verde and Kosovo were endorsed as new members of the Egmont Group by the Heads of FIUs during the meeting. The FIUs of Cape Verde and Kosovo met the legal and operational requirements of membership in accordance with the Egmont Group membership procedures. It was also announced during the meeting that the FIU of Ecuador had been endorsed as a new Egmont Group member following an out-of-session approval in September 2016. The Chair of the Egmont Group noted that the admission of these new members will strengthen the global network and information sharing in AML/CFT efforts.

The Egmont Group of FIUs is an operational organization of FIUs. For this reason, the admission of FIU Kosovo as a member cannot prejudice the status of Kosovo in accordance with United Nations Security Council Resolution 1244 and other applicable international laws. An FIU's admission to the Egmont Group does not imply recognition of any country or territory, and should not be used as a tool for any political purpose.

The Intersessional Heads of FIUs Meeting was co-chaired by Mr. Sergio Espinosa, Chair, Egmont Group of Financial Intelligence Units/Head of FIU Peru and Sh. Ahmed Al Thani, Head of the Qatar FIU and gracious host. An opening address by His Excellency Ali Sherif Al Emadi, Minister of Finance, State of Qatar, highlighted Qatar's unwavering commitment to the Egmont Group to combating money laundering, associated predicate offences and terrorist financing. His Excellency further recognized the Egmont Group's important role in promoting international cooperation and information sharing among FIUs in the fight against these crimes.

The meeting was attended by 315 participants who were representatives from 115 FIUs, 10 observer organizations and 6 international partners, gathered for in-depth discussions and training sessions on relevant topics in order to further the development of the international FIU network as well as assist FIUs in meeting their mandates.

In addition to the growth in membership, several bilateral information sharing arrangements were signed between Egmont members during the week. Whilst information can, in most instances, be exchanged between FIUs without recourse to a Memorandum of Understanding (MOU), the cooperation agreements signal an ever-increasing willingness for Egmont members to work together across borders in the exchange of information. This will deliver very practical results in expanding and systematizing the flow of intelligence and fostering better communications among FIUs.

The Heads of FIUs approved the following Studies/Papers/Training Materials:

- White Paper on the Utility of Cross-border Wire Transfer Reporting
- Two Reports on the ISIL Project Phase 2: a financial typology of foreign terrorist fighters and information sharing challenges involving FIUs
- Report on Business Email Compromise
- Flexible, Information Exchange Standards for FIUs
- FIU Information System Maturity Model (FISMM) Training Materials
- SEC-FIU Operational Guidance on Business Continuity of Operations
- SEC-FIU Operational Guidance on Information Security (approved out-of-session)
- Securing an FIU (SEC-FIU) Training Material

The Egmont Group would like to acknowledge the invaluable contribution of the United States State Department, Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs in the development of the training materials on FISMM and SEC-FIU.

The above noted Studies/Papers/Training Materials will be made available to all member FIUs, as well as to candidate FIUs via their sponsors, Observers and other partners, as appropriate.

FIU experts delivered three training sessions during this event focusing on topics of operational concern:

- Multilateral Information Exchange: Network Analysis Workshop
- FinTech Back to the Future
- FIU Cooperation with Domestic Law Enforcement on Terrorist Financing Cases

The sessions were well attended and the delegates provided positive feedback.

The Egmont Group also launched an E-learning Tool for Operational Analysis in Spanish and English. The E-learning Tool was developed in partnership with the Basel Institute International Centre for Asset Recovery (ICAR).

All members of the Egmont Group of FIUs are grateful to Qatar's Minister of Finance, His Excellency Ali Sherif Al Emadi, H.E. Sh. Fahad Al Thani, Deputy Governor and Chairman of the National Anti-Money Laundering and Terrorism Financing Committee (NAMLC). H.E. Sh. Ahmed Al Thani, Head of the Qatar FIU as well as his team, for so effectively and brilliantly delivering the Intersessional Heads of FIUs and Plenary Meeting in Doha. The Egmont Group acknowledges the valuable contributions that the Qatar FIU has provided to the activities of the Egmont Group since its admission as a member in June 2005.

Doha, Qatar. 10 February 2017